

ÉCOSYSTÈME DES PME DE L'ESPACE FRANCOPHONE : DÉFIS ET PERSPECTIVES

CONTEXTE

L'écosystème des PME est un ensemble complexe de relations et de facteurs qui influencent fortement les comportements et les activités des entreprises. Dans l'espace francophone, plusieurs facteurs peuvent être identifiés comme déterminants, notamment l'accès au financement, le temps et le coût de création d'entreprise, les infrastructures, la formation professionnelle et les opportunités d'intégration sur les marchés locaux et internationaux.

En Afrique subsaharienne, les PME représentent environ 90 % des entreprises, génèrent entre 60 % et 80 % des emplois, et contribuent à 40 % du produit intérieur brut (PIB). Malgré cette place centrale qu'elles occupent dans les économies, près de 40 % des PME d'Afrique francophone ont des difficultés à accéder au financement (Banque Mondiale, 2019). De plus, les coûts de création d'entreprise varient largement d'une région à une autre. En Afrique centrale, ces coûts peuvent représenter jusqu'à 73 % du revenu national brut (RNB) par habitant, contre moins de 0,3 % au Canada (Banque Mondiale, 2023). En Europe francophone et au Canada, bien que les PME évoluent dans un environnement plus favorable, elles doivent constamment s'adapter aux exigences d'un marché mondial en constante mutation.

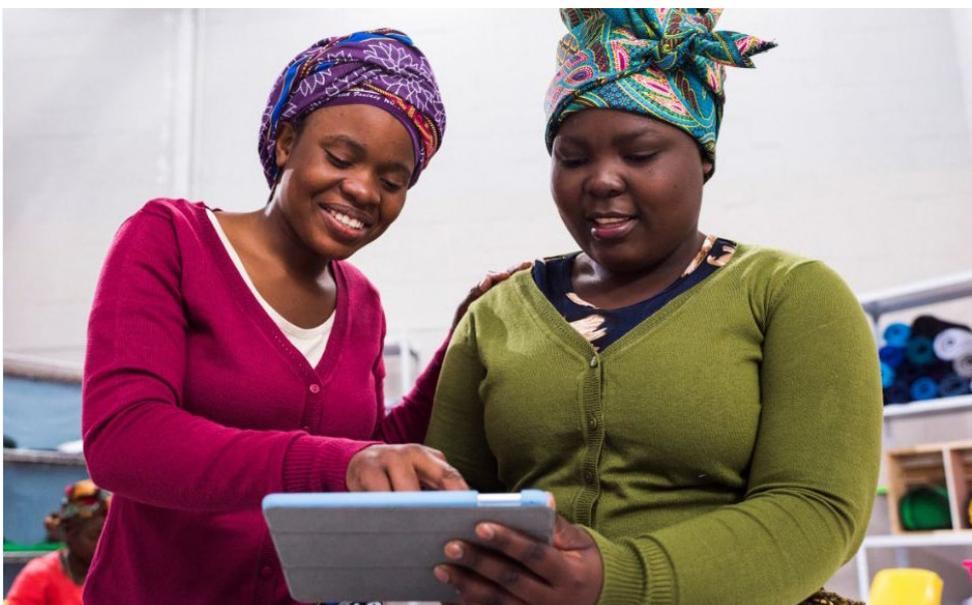
L'analyse de l'écosystème des PME de l'espace francophone permet de comprendre les obstacles spécifiques qui freinent leur développement. Cette note stratégique tente ainsi cette réflexion en mettant l'accent sur l'Afrique. Elle met en lumière les principaux défis et formule des recommandations concrètes pour améliorer cet environnement.

Résumé

Cette note stratégique examine l'écosystème des PME de l'espace francophone.

- L'étude met en évidence les principaux défis, notamment ceux liés à l'accès au financement, à l'adoption des technologies numériques, au développement des compétences et de déploiement sur les marchés internationaux.
- L'analyse propose des mesures concrètes, telles que la création de fonds de garantie pour faciliter l'accès au crédit, la promotion du financement participatif, la mise en œuvre de programmes de formation visant à renforcer les compétences numériques, ainsi que le soutien à l'exportation à travers des centres d'accompagnement spécialisés. Les décideurs doivent s'appuyer sur ces recommandations pour assainir l'environnement et rendre les PME compétitives sur la scène internationale.

Mots clés : écosystème des PME, PME, espace francophone.



DÉMARCHE

Les données utilisées proviennent de la base d'enquêtes du Baromètre d'opinion des PME d'Afrique francophone de la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF, 2019, 2022 et 2024), des enquêtes sur l'accès au financement des entreprises (SAFE) de la Banque centrale européenne et la Commission européenne (2023), des enquêtes sur les entreprises et du *Doing Business* de la Banque Mondiale (Banque Mondiale, 2023). Des statistiques structurelles sur les entreprises de l'Union européenne (UE, 2023), des données de l'OCDE sur les échanges commerciaux des entreprises (OCDE, 2023), et les statistiques sur les PME du Gouvernement du Canada (Statistique Canada, 2023) ont également été utilisées dans cette note.

L'étude couvre la période de 2015 à 2023. Les pays sélectionnés ont été choisis en raison de leur appartenance à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et de la disponibilité des données. Les régions ont été définies en fonction de leur diversité géographique et économique :

- **Afrique de l'Ouest** : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal, Togo ;
- **Afrique centrale** : Cameroun, République centrafricaine, Congo, République Démocratique du Congo, Gabon, Tchad ;
- **Afrique du Nord** : Mauritanie, Maroc, Tunisie ;
- **Europe francophone** : Belgique, Bulgarie, Chypre, France, Grèce, Luxembourg, Macédoine du Nord, Roumanie, Suisse ;
- **Amérique du Nord** : Canada.

Cette note s'appuie sur des indicateurs spécifiques calculés à partir du logiciel SPSS et Stata. Il s'agit de : temps et coût de création d'entreprise, l'accès au financement, adoption des technologies numériques, accès à la formation professionnelle et participation des PME à l'exportation. Ces indicateurs permettent de faire une évaluation précise des dynamiques qui influencent l'écosystème des PME dans l'espace francophone, en fournissant une base solide pour formuler des recommandations stratégiques visant à renforcer la compétitivité des PME dans ces régions.

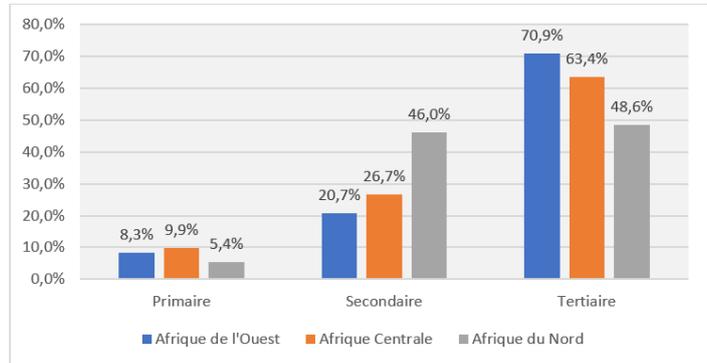


PRINCIPAUX CONSTATS

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PME

La prédominance du secteur tertiaire, avec des taux atteignant jusqu'à 70,9 % en Afrique de l'Ouest et 63,4 % en Afrique centrale, met en évidence une économie largement orientée vers les services. En revanche, l'Afrique du Nord se distingue par un secteur secondaire plus développé, représentant 46 % des PME, ce qui témoigne d'une industrialisation développée par rapport aux autres régions africaines où ce secteur reste marginal (20 à 26 %). Au Canada et en Europe francophone, la prévalence du secteur tertiaire (78-79 %) montre la transition vers des économies de services orientées davantage sur le commerce, la finance et les services technologiques (UE et de Statistique Canada, 2023). Le secteur primaire demeure marginal dans toutes les régions africaines, soulignant les défis d'informalité et de structure économique.

Figure 1 : Répartition sectorielle des PME en Afrique francophone en 2023

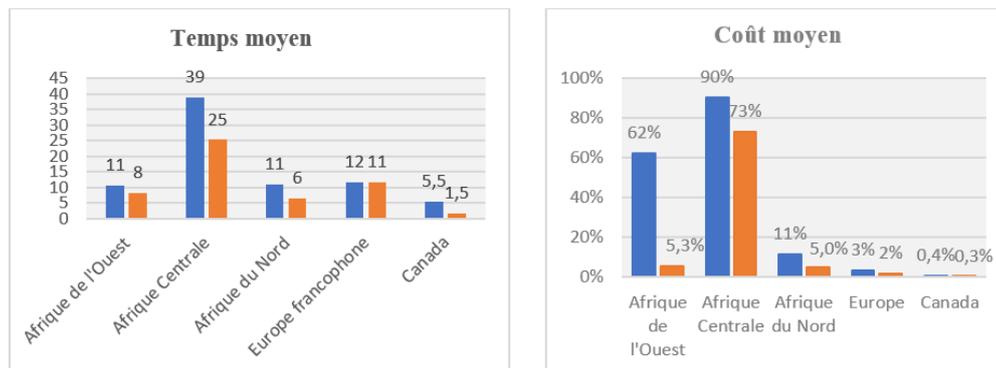


Source : OFÉ à partir des données de CPCCAF (2024)

TEMPS ET COÛT DE CRÉATION D'ENTREPRISE

Les délais et coûts de création d'une entreprise en Afrique centrale sont de 3 à 10 fois plus élevés que dans le reste de l'espace francophone, ce qui constitue un obstacle majeur à la formalisation et au développement des PME dans cette région. Les démarches administratives sont beaucoup plus simples au Canada, où les délais de création d'entreprise sont de 1,5 jour et les coûts représentent environ 0,3 % du revenu par habitant. En Afrique centrale, les délais sont de 25 jours et les coûts atteignent 73 % du revenu par habitant. En Afrique de l'Ouest, le délai de création a été réduit de 11 jours en 2015 à 8 jours en 2023, avec une baisse significative des coûts, passant de 62 % en 2015 à 5,3 % en 2023. En Afrique du Nord, les délais sont de 6 jours, avec des coûts équivalant à 5 % du revenu par habitant.

Figure 2 : Temps et coût moyen de création d'entreprise en 2015 et 2023 selon les régions

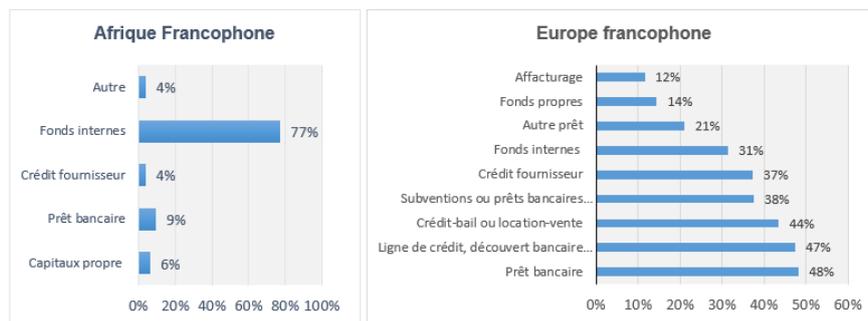


Source : OFÉ à partir des données de la Banque mondiale, 2023

ACCÈS AU FINANCEMENT DES PME

En Afrique francophone, l'accès au financement constitue un obstacle majeur pour les PME avec des différences régionales. L'accès à des sources externes de financement demeure limité et plus de trois PME africaines sur quatre (77 %) dépendent de leurs fonds propres pour financer leurs activités, ce qui restreint leur capacité d'innovation et d'expansion. Par contre en Europe francophone, les PME ont accès à des sources de financement diversifiées : prêts bancaires (48 %), crédit-bail pour financer leurs équipements et infrastructures (44 %), et lignes de crédit pour financer leurs besoins de trésorerie à court terme (47 %). Au Canada, en 2020, 82,4 % des PME ont eu accès à des financements externes, notamment sous forme de prêts bancaires, de lignes de crédit et de financements gouvernementaux (Statistique Canada, 2020).

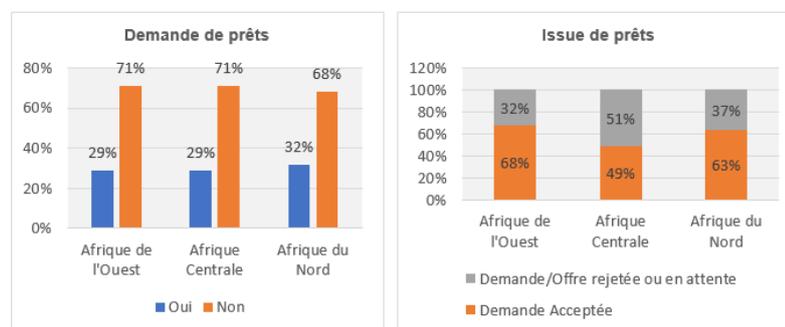
Figure 3 : Sources de financement des PME en 2023



Source : OFÉ à partir des données de la Banque mondiale (2023) ; Banque centrale européenne et Commission européenne (2023)

L'accès au crédit, tant du point de vue du nombre de demandes que de l'octroi des prêts bancaires, reste limité pour les PME en Afrique francophone. L'Afrique de l'Ouest se distingue comme la région la plus favorable, avec 29 % des PME ayant formulé une demande de prêt, dont 68 % ont été acceptées. En Afrique du Nord, 32 % des PME ont également demandé un prêt, avec un taux d'acceptation de 63 %. En revanche, la situation est plus préoccupante en Afrique Centrale, où 29 % des PME ont sollicité un prêt, mais seulement 49 % de ces demandes ont été accordées, reflétant une réticence accrue des banques. Ces chiffres soulignent des disparités significatives dans l'accès au financement, mettant en évidence l'urgence d'améliorer les conditions de crédit pour les PME dans la région.

Figure 4 : PME ayant demandé et obtenu des prêts en Afrique francophone de 2021 à 2023

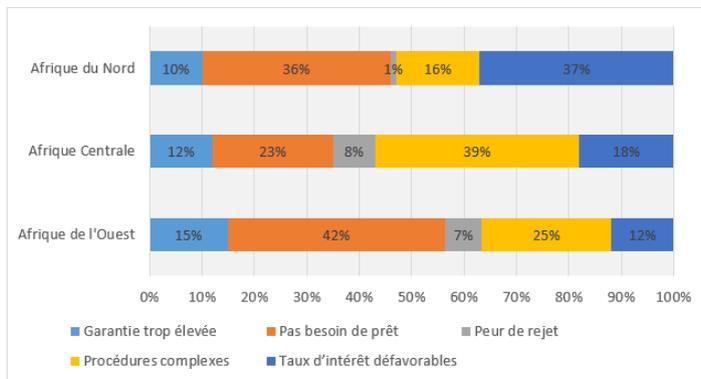


Source : OFÉ à partir des données de CPCCAF, 2024

Les obstacles rencontrés par les PME pour obtenir des financements, tels que des garanties et taux d'intérêt élevés et la complexité des procédures, peuvent les dissuader dans leur démarche.

Ces obstacles varient selon les régions : en Afrique de l'Ouest, 42 % des PME ne sollicitent pas de financement bancaire ; en Afrique centrale, 39 % ont abandonné leurs démarches en raison de la complexité des formalités administratives ; et en Afrique du Nord, les taux d'intérêt élevés les dissuadent de solliciter des prêts bancaires (37 %) et 36 % affirment également ne pas avoir besoin de financement.

Figure 5 : Raisons justifiant l'absence de demande ou le refus de l'offre bancaire



Source : OFÉ à partir des données de CPCCAF, 2024

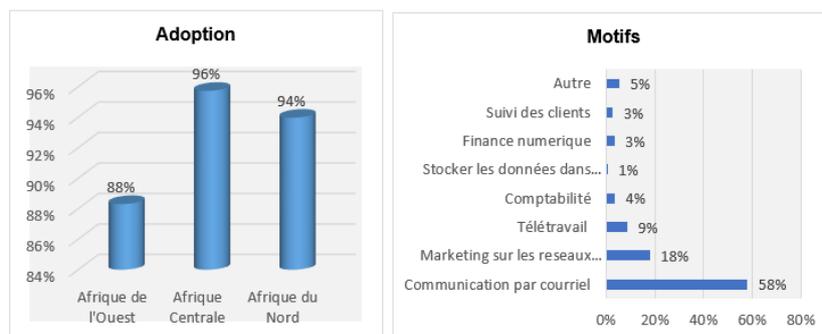


ACCÈS À LA TECHNOLOGIE ET À L'INNOVATION

En Afrique francophone, bien que les taux d'adoption des technologies numériques par les PME soient relativement élevés (**plus de 88 %**), l'utilisation reste centrée sur des outils simples, limitant leur impact sur la productivité et l'innovation.

Les PME africaines francophones privilégient l'usage des technologies numériques principalement pour des besoins de communication, soulignant un recours limité à des outils plus avancés. 58 % des PME utilisent ces technologies pour entrer en contact avec leurs acheteurs ou fournisseurs par courriel. En outre, 18 % des PME optent pour le marketing sur les réseaux sociaux et 9 % pour l'adoption du télétravail avec une nette augmentation depuis la pandémie de COVID-19. **En revanche, les technologies avancées, telles que les solutions de finance numérique et le stockage dans le nuage, sont très peu utilisées, respectivement par 3 % et 1 % des PME.**

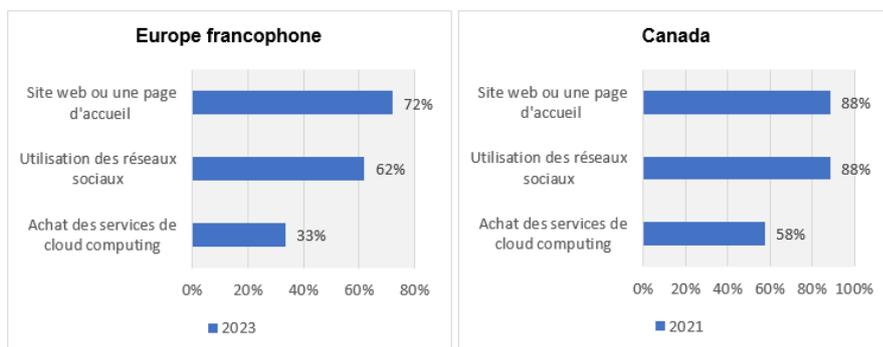
Figure 6 : Taux et motifs d'utilisation des technologies numériques par les PME en Afrique francophone



Source : OFÉ, à partir des données de CPCCAF, 2024

En Europe francophone et au Canada, les PME adoptent des technologies numériques plus avancées. En 2023, 72 % des PME en Europe francophone disposent d'un site web, 62 % utilisent les réseaux sociaux pour interagir avec leurs clients, et environ 33 % ont recours à l'informatique en nuage pour gérer leurs opérations et automatiser leurs processus. Au Canada, en 2021, 88 % des PME utilisaient à la fois un site web et les réseaux sociaux, tandis que 58 % recouraient à l'informatique en nuage.

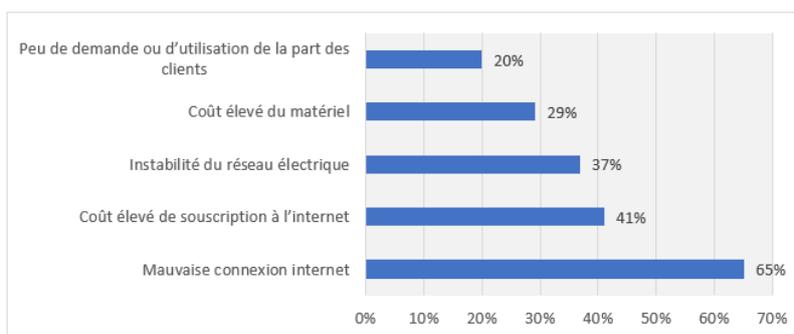
Figure 7 : Outils numériques utilisés par les PME en Europe francophone et au Canada



Source : OFÉ à partir des données de l'OCDE, 2023

Des obstacles structurels, principalement dus à des infrastructures insuffisantes et à des coûts élevés, freinent l'adoption des technologies avancées par les PME. Les infrastructures (Internet et électriques) présentent des lacunes : 65 % des PME rapportent des problèmes de qualité de connexion, tandis que 37 % subissent des coupures fréquentes d'électricité. Par ailleurs, les coûts d'utilisation des technologies sont jugés trop élevés, avec 41 % des PME estimant que l'accès à Internet est onéreux et 29 % considérant que le coût d'acquisition des équipements technologiques constitue un frein à leur adoption.

Figure 8 : Obstacles liés à l'adoption des technologies avancées en Afrique francophone



Source : OFÉ à partir des données de CPCCAF, 2022

ACCÈS AUX COMPÉTENCES ET À LA FORMATION

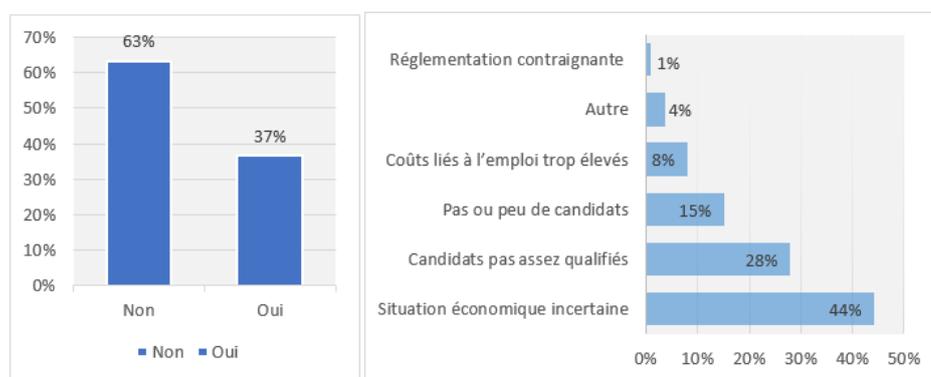
Des obstacles entravent l'accès aux compétences et à la formation pour les PME en Afrique francophone.

Difficultés d'embauche des PME en Afrique francophone

La situation économique incertaine, les enjeux de qualification et de disponibilité des candidats sont parmi les principales difficultés de recrutement rencontrées par les PME. 37 % des PME rencontrent des difficultés à recruter et 44 % de ces PME attribuent ces difficultés à l'incertitude économique, ce qui les rend réticentes à embaucher par crainte de ne pas pouvoir supporter les coûts salariaux à long terme. De plus, 28 % des PME constatent un déficit de qualifications parmi les candidats, en particulier dans les secteurs techniques. Enfin, 15 % des PME soulignent une insuffisance de candidats sur le marché du travail, un problème encore plus prononcé dans les zones rurales.

En Europe francophone, 29 % des PME rencontrent des difficultés d'embauche dues à un manque de personnel qualifié (Banque centrale européenne et Commission européenne, 2023).

Figure 9 : Difficultés d'embauche en Afrique francophone en 2023



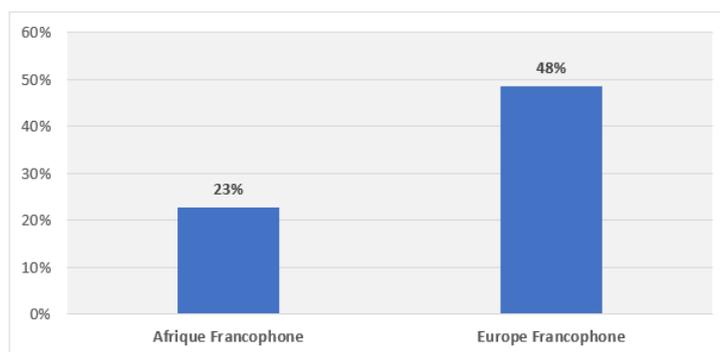
Source : OFÉ à partir des données de CPCCAF, 2024

Accès à la formation professionnelle

Le coût élevé des formations, le manque d'infrastructures, notamment en zone rurale, et l'absence de programmes adaptés sont parmi les principaux obstacles rencontrés par les PME pour offrir des formations professionnelles. En Afrique francophone, 23 % des PME proposent des formations professionnelles, contre 48 % en Europe francophone entre 2020 et 2023.

En Europe, des initiatives comme l'Agenda européen pour les compétences soutiennent les PME dans l'accès à des formations continues, surtout dans des domaines tels que le numérique et la gestion des ressources humaines. En Afrique, malgré quelques initiatives de partenariats public-privé et de formation par alternance, ces efforts sont fragmentés et insuffisants pour couvrir les besoins des PME.

Figure 10 : Proportion des PME proposant une formation professionnelle à leurs employés en Afrique et en Europe francophone entre 2020 et 2023



Source : OFÉ à partir des données de la Banque Mondiale, 2023

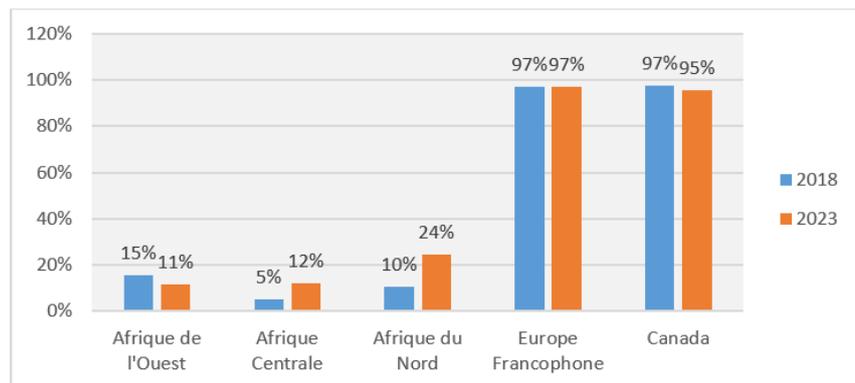
PARTICIPATION AU COMMERCE INTERNATIONAL

La participation des PME africaines au commerce international, pourtant essentielle à leur croissance et leur compétitivité, reste limitée en raison de défis structurels.

Niveau de participation des PME au commerce international

Les données montrent une évolution contrastée selon les régions (Figure 11). En Afrique de l'Ouest, la participation des PME au commerce international a diminué, passant de 15 % à 11 % entre 2018 et 2023. En Afrique centrale, une légère progression a été enregistrée, avec une augmentation de 5 % à 12 % entre 2018 et 2023. En Afrique du Nord, une amélioration notable a été observée, la participation des PME étant passée de 10 % à 24 %, ce qui témoigne des efforts réussis d'intégration aux marchés internationaux. En Europe et au Canada, les taux de participation des PME au commerce international restent élevés, se situant entre 95 % et 97 %, illustrant ainsi une différence marquée entre les régions africaines et les pays développés quant à la capacité des PME à accéder aux marchés mondiaux.

Figure 11 : Taux de Participation des PME à l'exportation en 2018 et 2023

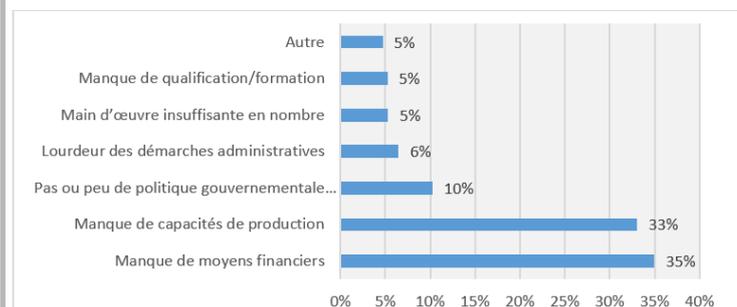


Source : OFÉ à partir des données de CPCCAF et de l'OCDE

Obstacles à l'exportation pour les PME en Afrique francophone

Le manque de moyens financiers, la faible capacité de production et l'absence de soutien gouvernemental freinent considérablement la participation des PME de l'Afrique francophone au commerce international (Figure 12). Pour 35 % des PME, le financement représente le principal obstacle, en raison des coûts initiaux élevés liés à l'exportation, tels que les frais de certification et de logistique, qui dépassent souvent leurs capacités. Par ailleurs, 33 % des PME se heurtent à un manque de capacités de production, notamment en termes de volume ou de qualité. Enfin, 10 % des PME sont freinées par l'absence de politiques gouvernementales de soutien, telles que le manque de mesures incitatives ou d'accompagnement.

Figure 12 : Obstacles liés à l'exportation en Afrique francophone



Source : OFÉ à partir des données de CPCCAF, 2024

RECOMMANDATIONS

Pour surmonter les défis auxquels sont confrontées les PME de l'espace francophone, il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies adaptées. Ces recommandations visent à renforcer la résilience et la compétitivité des PME, tout en maximisant leur contribution à l'économie. Elles proposent des actions concrètes pour améliorer l'accès aux ressources financières, soutenir l'innovation technologique, renforcer les compétences des employés, et favoriser une meilleure intégration sur les marchés.

Pour les pays d'Afrique francophone

- **Améliorer l'accès au financement des PME.** Pour améliorer l'accès au financement des PME, il est crucial de mettre en place des solutions adaptées aux spécificités locales. Tout d'abord, la création de fonds nationaux ou régionaux de garantie permettra de couvrir une partie des prêts accordés aux PME, réduisant ainsi les exigences de garanties bancaires et incitant les institutions financières à accorder davantage de crédits. Par ailleurs, il est recommandé de développer des plateformes de financement participatif, assorties d'incitations fiscales pour les investisseurs, afin de diversifier les sources de financement et de stimuler l'investissement dans les petites entreprises. Enfin, simplifier les démarches administratives pour l'octroi de prêts et proposer des formations en gestion financière permettront d'améliorer la compréhension des processus bancaires et d'augmenter les chances de réussite des demandes de financement, notamment en Afrique centrale, où ces obstacles sont plus marqués
- **Soutenir la numérisation et l'innovation technologique.** Pour favoriser la numérisation et l'innovation technologique des PME, il est essentiel de fournir des subventions pour l'acquisition de technologies numériques et de développer des partenariats public-privé pour accélérer leur transformation digitale. De plus, offrir des formations sur les technologies numériques avancées, telles que l'informatique en nuage et l'automatisation, permettra d'accroître la compétitivité des PME. Il est également important de créer des incubateurs pour soutenir les jeunes pousses (startups) technologiques et de proposer des crédits d'impôt pour encourager l'innovation.
- **Renforcer la formation professionnelle dans les PME.** Pour accroître la compétitivité des PME, il est nécessaire de renforcer la formation professionnelle des employés. En premier lieu, accorder des crédits d'impôt pour les dépenses de formation encouragerait les PME à investir dans le développement des compétences de leurs employés. En parallèle, favoriser les partenariats entre les PME et les centres de formation contribuerait à la création de programmes adaptés aux besoins spécifiques des entreprises. De plus, fournir des subventions ciblées permettrait d'aider les PME à financer la formation continue de leurs employés.
- **Renforcer les capacités de production des PME.** Pour renforcer les capacités de production des PME, il est essentiel de créer des zones industrielles dédiées, dotées d'infrastructures de production et logistiques adaptées. Ces zones offriraient aux PME un environnement favorable à leur développement. En outre, faciliter l'accès à des équipements modernes via des programmes de crédit-bail contribuerait à moderniser leurs capacités de production. Enfin, investir dans les infrastructures de transport et de logistique permettrait de réduire les coûts de production et de faciliter l'accès aux marchés.
- **Faciliter la création d'entreprise.** Pour faciliter la création d'entreprise, il est essentiel de numériser les processus administratifs grâce à des guichets uniques en ligne, particulièrement en Afrique centrale, où les démarches administratives sont longues et complexes. Réduire les frais de création d'entreprises grâce à des subventions pour les jeunes entrepreneurs et harmoniser les réglementations régionales faciliterait également l'expansion des PME, offrant ainsi de nouvelles opportunités de croissance.
- **Faciliter l'accès aux marchés internationaux.** Pour faciliter l'accès aux marchés internationaux, il est nécessaire de créer des centres d'accompagnement pour les PME, offrant des conseils spécialisés et des subventions pour les coûts liés à l'exportation, surtout en Afrique de

l'Ouest où la participation des PME au commerce international est en déclin. En parallèle, la réforme et la numérisation des procédures douanières contribueraient à réduire les coûts et les délais liés à l'exportation, augmentant ainsi la compétitivité des PME sur les marchés

internationaux. Enfin, financer des certifications internationales pour les PME leur permettrait de répondre aux standards de qualité exigés, leur ouvrant l'accès à de nouveaux marchés et facilitant leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Pour les pays d'Europe francophone et le Canada

- **Renforcer les compétences et la formation professionnelle.** Pour renforcer le développement des compétences des PME, il est crucial de mettre en place des programmes de formation continue adaptés aux besoins spécifiques, notamment en numérisation et innovation. Encourager les partenariats entre PME et instituts de formation contribuera également à concevoir des cursus adaptés au marché du travail, réduisant les difficultés de recrutement. Enfin, offrir des incitations financières aux entreprises investissant dans la formation de leurs employés favorisera une montée en compétences généralisée.
- **Développer des partenariats avec les PME africaines.** Pour renforcer la compétitivité des PME et leur intégration aux marchés internationaux, il est essentiel de promouvoir des partenariats entre les PME européennes, canadiennes, et africaines à travers des projets d'innovation conjoints et de transfert de technologies. La mise en place de plateformes dédiées faciliterait la connexion entre les PME des différentes régions, stimulant ainsi l'échange de bonnes pratiques et l'innovation. En outre, offrir des incitations fiscales aux PME qui s'engagent dans ces partenariats renforcera l'intégration des PME africaines aux marchés internationaux.

Références :

- Banque mondiale (2019). Financement des PME.
<https://www.worldbank.org/en/topic/sme/finance>
- Banque Mondiale (2023). Enquête sur les entreprises (WBES).
<https://www.entreprisesurveys.org/en/entreprisesurveys>
- Union européenne (2023). Statistiques structurelles sur les entreprises.
<https://ec.europa.eu/eurostat/web/structural-business-statistics/information-data>
- Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (2019, 2022 et 2024). Baromètre d'opinion des PME d'Afrique francophone.
- Banque centrale européenne et Commission européenne (2023). Enquête sur l'accès au financement des entreprises (SAFE).
https://single-market-economy.ec.europa.eu/access-finance/data-and-surveys-safe_en
- Canada statistique (2023). Recherche et statistique sur les PME.
<https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr>
- Canada statistique (2020). Résultat des données de l'enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises.
<https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr/donnees-analyses-denquetes>
- OCDE (2023). Les statistiques sur les échanges commerciaux des entreprises.
https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TEC1_REV4

Notes

Les constats et recommandations présentés dans cette note d'analyse font écho aux données présentées sur la plateforme de données de l'OFÉ et portent sur des indicateurs précis afin d'alimenter les réflexions des décideuses et décideurs sur les enjeux clés de l'espace francophone. Les données complètes peuvent être consultées sur la plateforme de l'OFÉ, accessible au <http://www.ofe.umontreal.ca>.

La note a été rédigée par de jeunes experts associés à l'OFÉ : Sika Limazie, économiste, avec le soutien d'Ané Landry TANO, démographe.

Direction : Hervé A. Prince, professeur titulaire à l'Université de Montréal et directeur de l'OFÉ.

Coordination et édition : Marie-Hélène Bachand, coordonnatrice à l'OFÉ. Les points de vue exprimés dans cette note n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribués aux partenaires de l'OFÉ.

Soutenu par :



PARTENAIRES FONDATEURS DE L'OFÉ

